

**7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 8  
relatif au soutien des hôpitaux universitaires dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, les articles 5, § 1<sup>er</sup>, I, 1<sup>o</sup>, et 20 ;

Vu le décret du 19 juillet 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital universitaire ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, g) ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 avril 2020 ;

Vu le test genre du 5 avril 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis 67.278/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la pandémie liée à la propagation du coronavirus COVID-19 et la crise sanitaire d'envergure qui en découle, notamment en Belgique ;

Considérant que le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 habilite le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation posant problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences, devant être réglées en urgence sous peine de péril grave ;

Considérant le décret spécial du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française ;

Considérant l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 du Gouvernement de la Communauté française du 7 avril 2020 pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien ;

Considérant le nombre d'admissions hospitalières quotidiennes de patients touchés par le Covid-19 dans les hôpitaux universitaires ;

Considérant l'augmentation de ces admissions hospitalières générant des coûts importants et imprévus pour les hôpitaux universitaires et, particulièrement, pour les services de soins intensifs et les services chargés d'organiser le tri des patients lors de leur admission ;

Considérant la mobilisation des laboratoires des hôpitaux universitaires pour effectuer des tests de dépistage du coronavirus COVID-19 ;

Considérant dès lors l'impérieuse nécessité d'accorder aux hôpitaux universitaires une subvention exceptionnelle destinée à leur permettre de faire face aux surcoûts engagés dans le cadre de la lutte contre le coronavirus COVID-19 ;

Sur proposition de la Ministre des Hôpitaux universitaires ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions d'octroi des subventions exceptionnelles octroyées aux hôpitaux universitaires visés à l'article 2 dans le cadre de la crise du COVID-19.

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique aux hôpitaux universitaires suivants :

1<sup>o</sup> le Centre Hospitalier Universitaire de Liège ;

2<sup>o</sup> les Cliniques Universitaires Saint-Luc à Woluwe-Saint-Lambert ;

3<sup>o</sup> les Cliniques universitaires de Mont-Godinne ;

4<sup>o</sup> l'Hôpital Erasme à Anderlecht.

**Art. 3.** Par application des articles 2, 3 et 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de pouvoirs spéciaux n° 2 du 7 avril 2020 pris en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 relatif à la création d'un fonds d'urgence et de soutien, le Gouvernement charge la Ministre en charge des hôpitaux universitaires d'octroyer une subvention exceptionnelle d'un montant de 7.831.250 € à répartir entre les hôpitaux universitaires visés à l'article 2 selon les modalités qu'il fixe et dans le respect des conditions énoncées à l'article 4.

**Art. 4.** La subvention exceptionnelle visée à l'article 3 est accordée pour autant que les dépenses engagées couvrent les frais suivants liés à la gestion de la crise du coronavirus COVID-19:

1<sup>o</sup> le coût des travaux d'aménagement de surfaces supplémentaires ou d'adaptation de surfaces existantes pour l'accueil, le tri ou l'hospitalisation de patients atteints du COVID-19 ;

2<sup>o</sup> le coût de l'achat ou de la location d'appareillages médicaux et non-médicaux en vue de l'équipement et du conditionnement des surfaces supplémentaires ou converties pour l'accueil et l'hospitalisation de patients atteints par le coronavirus COVID-19 ou pour le renforcement des équipements des laboratoires d'analyse ou de la pharmacie ;

3<sup>o</sup> lorsqu'un hôpital universitaire reçoit des subventions émanant d'autres niveaux de pouvoir en Belgique ces montants sont pris en compte dans l'octroi de la subvention qui ne pourra pas couvrir le même objet.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. La subvention visée à l'article 3 est répartie entre les hôpitaux universitaires visés à l'article 1<sup>er</sup> au prorata des nuitées de patients atteints du COVID-19 depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'à la date de signature du présent arrêté. Ce prorata est obtenu en divisant le nombre cumulé de nuitées de patients atteints du coronavirus COVID-19 de chaque hôpital universitaire pendant la période précitée par le nombre total de nuitées de patients atteints du COVID-19 dans l'ensemble des hôpitaux universitaires visés à l'article 2 pendant cette même période.

§ 2. Les hôpitaux universitaires devront renvoyer à l'Administration toutes les pièces justificatives permettant de démontrer que l'utilisation des sommes reçues dans le cadre de la subvention visée à l'article 3 respecte les conditions énoncées à l'article 4. Si les pièces justificatives ne permettent pas de démontrer le respect de ces conditions, les sommes non justifiées devront être remboursées selon les modalités fixées dans l'arrêté d'octroi de subvention.

**Art. 6.** La Ministre des Hôpitaux universitaires est chargée de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 7 mai 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances  
et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
Fr. DAERDEN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2020/20868]

**7 MEI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bijzondere machten nr. 8 betreffende de steun aan universitaire ziekenhuizen in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de artikelen 5, § 1, I, 1° en 20°;

Gelet op het decreet van 19 juli 2017 betreffende de verblijfkosten en de financiering van sommige zware apparaten van de medisch-technische diensten in universitaire ziekenhuizen;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, artikel 1, § 1, g);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 april 2020;

Gelet op de "gendertest" van 5 april 2020 uitgevoerd overeenkomstig artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies 67.278/4 van de Raad van State, uitgebracht op 27 april 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende de pandemie in verband met de verspreiding van het COVID-19 en de daaruit voortvloeiende grootschalige gezondheids crisis, inzonderheid in België;

Overwegende dat het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis de Regering de bevoegdheid verleent om alle nuttige maatregelen te nemen om elke situatie die een probleem zou opleveren te voorkomen en te behandelen binnen het strikte kader van de COVID-19-pandemie en de gevolgen ervan, die dringend moeten worden geregeld op straffe van ernstig gevaar ;

Overwegende het bijzonder decreet van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening wordt overgedragen naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Overwegende het besluit van bijzondere machten nr. 2 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 2020, genomen ter uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19 met betrekking tot de oprichting van een nood- en steunfonds;

Overwegende het aantal dagelijkse ziekenhuisopnames van door Covid-19 getroffen patiënten in universitaire ziekenhuizen;

Overwegende de toename van deze ziekenhuisopnames die aanzienlijke en onvoorziene kosten met zich meebrengen voor de universitaire ziekenhuizen en inzonderheid voor de afdelingen intensieve zorgen en de afdelingen die verantwoordelijk zijn voor de organisatie van het doorverwijzen van patiënten bij de opname;

Overwegende de mobilisatie van universitaire ziekenhuislaboratoria voor het uitvoeren van COVID-coronavirusopsporingstests;

Overwegende de dringende noodzaak om universitaire ziekenhuizen een uitzonderlijke subsidie toe te kennen om hen in staat te stellen de extra kosten voor de bestrijding van het COVID-19 te dragen;

Op de voordracht van de Minister van Universitaire Ziekenhuizen;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit heeft tot doel de voorwaarden vast te stellen voor de toekenning van uitzonderlijke subsidies aan de in artikel 2 bedoelde universitaire ziekenhuizen in het kader van de COVID-19-crisis.

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op de volgende universitaire ziekenhuizen :

1° het Centre Hospitalier Universitaire de Liège ;

2° de Cliniques Universitaires Saint-Luc in Sint-Lambrechts-Woluwe ;

3° de Cliniques Universitaires de Mont-Godinne;

4° het Erasmusziekenhuis in Anderlecht.

**Art. 3.** Met toepassing van de artikelen 2, 3 en 6 van het besluit van bijzondere machten nr. 2 van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 april 2020, genomen ter uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Regering in het kader van de gezondheids crisis van COVID-19 met betrekking tot de oprichting van een nood- en steunfonds, geeft de Regering de minister bevoegd voor de universitaire ziekenhuizen de opdracht een uitzonderlijke subsidie ten belope van 7.831.250 euro toe te kennen, verdeeld over de in artikel 2 bedoelde universitaire ziekenhuizen overeenkomstig de door haar vastgestelde voorwaarden en met inachtneming van de in artikel 4 gestelde voorwaarden.

**Art. 4.** De in artikel 3 bedoelde uitzonderlijke subsidie wordt toegekend op voorwaarde dat de uitgevoerde uitgaven de volgende kosten dekken in verband met het beheer van de COVID-19-coronaviruscrisis:

1° de kosten voor de inrichting van extra ruimtes of de aanpassing van bestaande ruimtes voor de opvang, het doorverwijzen of de ziekenhuisopname van patiënten die aan COVID-19 lijden;

2° de kosten voor de aankoop of huur van medische en niet-medische apparatuur voor de uitrusting en de conditionering van bijkomende of omgebouwde ruimtes voor de opvang en de ziekenhuisopname van patiënten die aan het COVID-19 lijden of voor de versterking van de apparatuur van de analyselaboratoria of de apotheek;

3° wanneer een universitair ziekenhuis subsidies ontvangt van andere overheidsniveaus in België, worden deze bedragen in aanmerking genomen bij de toekenning van de subsidie, die niet hetzelfde doel kan dekken.

**Art. 5. § 1.** De subsidie als bedoeld in artikel 3 wordt verdeeld over de in artikel 1 genoemde universitaire ziekenhuizen naar rata van de overnachtingen van patiënten die aan COVID-19 lijden sinds 1 januari 2020 tot de datum van ondertekening van dit besluit. Deze verhouding wordt verkregen door het gecumuleerde aantal overnachtingen van patiënten die aan COVID-19 lijden in elk universitair ziekenhuis gedurende bovengenoemde periode te delen door het totale aantal overnachtingen van patiënten die aan COVID-19 lijden in alle in artikel 2 bedoelde universitaire ziekenhuizen gedurende dezelfde periode.

§ 2 De universitaire ziekenhuizen geven aan de Administratie alle bewijsstukken terug die aantonen dat het gebruik van de uit hoofde van de in artikel 3 bedoelde subsidie ontvangen bedragen aan de in artikel 4 gestelde voorwaarden voldoet. Indien aan de hand van de bewijsstukken niet kan worden aangetoond dat aan deze voorwaarden is voldaan, worden de ongerechtvaardigde bedragen terugbetaald overeenkomstig de nadere regels vastgesteld in het besluit tot toekenning van subsidies.

**Art. 6.** De minister van Universitaire Ziekenhuizen is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 7 mei 2020.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op WBE,  
Fr. DAERDEN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/20900]

**7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant des dispositions diverses de fonction publique dans le contexte de la pandémie de COVID-19**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 relatif au télétravail ;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés les 22 et 29 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 2020 ;

Considérant que l'épidémie de COVID-19 qui sévit actuellement sur le territoire astreint la population à respecter des normes de sécurité, notamment en pratiquant la phase de distanciation sociale qui visent à limiter le contact entre les personnes potentiellement porteuses du virus ;

Considérant que l'autorisation de télétravailler est normalement accordée conformément aux modalités fixées dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 novembre 2017 ;

Considérant qu'il convient d'adopter des mesures particulières visant à permettre au personnel de concilier les exigences en matière de sécurité et d'hygiène publique avec la nécessité d'assurer la continuité du service public ;

Considérant qu'il convient également de permettre au personnel d'assumer la garde d'enfants suite à la fermeture des écoles ;

Considérant que bien que le projet prévoit que les mesures contenues au présent arrêté s'appliqueront au minimum jusqu'au 18 mai 2020, il apparaît déjà certain que le télétravail restera la norme pour l'organisation du travail au-delà de cette date sauf si la nature des prestations ne le permet pas, conformément aux directives émises à ce stade par les autorités nationales, que le Ministre de la Fonction publique sera alors chargé de prolonger les mesures contenues dans le présent arrêté jusqu'au 30 juin 2020 et, au-delà de cette date, si nécessaire, de saisir à nouveau le Gouvernement sur la thématique ;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté est applicable aux Services du Gouvernement de la Communauté française et aux organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de secteur XVII.